

MANIÈRES DE VOIR

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

J'ai plusieurs fois affirmé dans ces colonnes que « la crise » constituait, à mes yeux, un extraordinaire révélateur d'une mutation radicale entre un monde qui n'en finit pas de mourir et un autre qui n'en finit pas de naître¹. J'aurais tout aussi bien pu souligner combien elle témoignait de l'inadéquation de la représentation qui est la nôtre, en Occident, de l'état du monde, des enjeux auxquels nous sommes confrontés tant au plan intérieur qu'au plan international et, par conséquent, de celle des politiques que nous essayons de promouvoir.

*Ce numéro d'avril de la revue *Futuribles* en témoigne au travers des articles que nous publions sur des sujets, en apparence, aussi divers que celui de Bettina Laville sur le sommet de Copenhague, celui d'Alain Lamballe sur le Pakistan, ou ceux qui portent sur la mesure du bonheur, l'ampleur du gaspillage alimentaire, et la politique européenne vis-à-vis des services publics.*

Que révèle, en effet, l'article de Bettina Laville sur le sommet de Copenhague ou « la mélancolie de la lucidité », sinon un bouleversement majeur de la situation géopolitique mondiale ? « Les groupes de pays qui structurent les négociations ne sont plus les mêmes qu'en 1992 lors de la conférence de Rio », écrit-elle, ou même lors de la signature du proto-

cole de Kyoto sur le climat. Le monde a changé. Sont désormais apparus des groupes de pays, à commencer par les pays émergents, qui — en dépit de leurs divergences — ont administré aux membres du G20 une « démonstration de pouvoir et de force ». Des puissances nouvelles qui, sans méconnaître les enjeux planétaires liés aux changements climatiques ni les sous-estimer, sont confrontées à des conflits d'intérêts, à commencer par ceux — en apparence évidents — de concilier leur besoin de croissance économique avec celui d'un développement durable.

Mais cette opposition, déjà observée lors de la conférence de Stockholm, entre pays riches et pays « en développement », prend une forme différente dès lors que — au-delà de l'aspiration légitime des pays émergents à satisfaire leurs besoins de base — ils se réclament d'autres cultures et sont porteurs d'autres manières de voir que celles des puissances occidentales, cela suscitant de véritables controverses sur la conception même du « bien commun ».

Tout aussi illustrative de cette nouvelle donne internationale, autrement plus complexe qu'à l'heureuse époque de la guerre froide, durant laquelle s'opposaient suivant des « règles du jeu » assez largement communes deux blocs clairement

1. Voir JOUVENEL Hugues (de). « Vive la crise ! » *Futuribles*, n° 348, janvier 2009, pp. 3-4 ; et « Le défi de la crise ». *Futuribles*, n° 350, mars 2009, pp. 3-4.

constitués, est la description que nous livre Alain Lamballe du Pakistan : ce pays, à la croisée de l'Iran, de l'Afghanistan, de la Chine et de l'Inde, en raison de tensions tant internes qu'internationales, est éminemment révélateur des incertitudes et des menaces qui pèsent sur les fragiles équilibres de la scène géopolitique internationale.

Avec une superficie égale à une fois et demie la France et surtout une population de 180 millions d'habitants (peut-être 300 millions en 2050), ce pays — sans doute trop méconnu par l'Occident — est en permanence traversé par des conflits entre ethnies et groupes de cultures et d'origines différentes. Il joue un rôle majeur et vraisemblablement très imprévisible au regard de l'avenir de l'Afghanistan et de l'offensive occidentale contre les talibans, a fortiori vis-à-vis de l'avenir de toute la région.

Mais les défis auxquels nous sommes confrontés ne résident pas seulement dans notre environnement international et la représentation que nous nous en faisons. En témoignent, par exemple, les réflexions que nous publions ici sur la confusion souvent faite entre la croissance économique et le bien-être², ou sur la difficulté (sinon l'impossibilité) à mesurer le bonheur et celle, tout aussi actuelle — bien que connue de longue date de nos lecteurs — sur le gaspillage alimentaire. Son ampleur, en effet, apparaît effarante, particulièrement au mo-

ment où tant d'interrogations portent sur notre capacité à relever le défi de la sécurité alimentaire quantitative et qualitative de quelque neuf milliards d'êtres humains.

Je terminerai par un sujet particulièrement exemplaire, à mes yeux, de l'effet destructeur des idéologies régnantes, des idées à la mode qui — comme le veut la mode — se périment rapidement non sans secréter des effets pervers dont les conséquences à moyen et à long terme sont hélas importantes. Il s'agit de l'idéologie véhiculée par la Commission européenne en faveur de la déréglementation des services publics, au prétexte que seule l'ouverture à la concurrence permettrait d'en accroître l'efficacité, donc d'en diminuer les coûts tout en améliorant la qualité du service.

Jean-François Drevet, dans sa « tribune européenne » mensuelle, nous en livre ici une analyse percutante et très éclairante. Entre le « tout-marché » et un libéralisme débridé, et le « tout-État » et la sauvegarde à tout prix des monopoles publics, il faut, dit-il, raison garder. Regardons pragmatiquement, au-delà des effets de mode dont la sphère publique n'est hélas pas exempte, ce que les services publics représentent et arrêtons peut-être, au nom d'idéologies trop simples, de casser des systèmes qui, en dépit de leurs défauts, répondent à de véritables besoins individuels et collectifs. ■

2. Voir JOUVENEL Hugues (de). « La mesure du bien-être ». *Futuribles*, n° 357, novembre 2009, pp. 3-4.